

LIMINAIRE

CSAL du 23/04/2025

La campagne gouvernementale qui nous promet du sang et des larmes pour le prochain budget ne nous trompe pas.

Macron et sa politique très largement rejetées dans les urnes, ordonne au gouvernement Bayrou de continuer à appliquer son programme politique de destruction du modèle social français issu de la Seconde Guerre mondiale, répondant ainsi aux exigences du capital français, européen et mondial.

Rien ne doit échapper à l'appétit de ces vautours, la santé, la protection sociale, l'école, la fonction publique et toutes ses missions de service public.

Leur dogme : laisser les riches continuer à encore plus s'enrichir en pillant les biens collectifs des salariés.

Depuis plusieurs jours, la machine à culpabiliser les travailleurs français est médiatiquement reprise par tous les commentateurs à la botte : nous ne travaillons pas assez, il faut en finir avec les 35 heures, la retraite à 64 ans, c'est encore trop tôt, il faut aller jusqu'à 67, les retraités doivent être saignés, fini l'abattement de 10 % etc.

Mais pour la guerre pas de problème, l'argent doit couler à flots pour enrichir les fabricants de canons, de la mort.

La guerre économique mondiale qui s'engage, doit, elle aussi, se faire sur notre dos, nous devons accepter tous les sacrifices. Non seulement notre pouvoir d'achat a été fortement entamé en 2024 et 2025, il sera sans commune mesure en 2026 alors que l'inflation n'a jamais vraiment diminué, c'est tout le contraire.

Ceux-là même qui ont fait le choix de la désindustrialisation, de la financiarisation économique et spéculative de l'économie mondiale cherchent d'autres coupables qu'eux-mêmes. Leurs fortunes se sont envolées, qu'ils payent maintenant !

La colère froide d'aujourd'hui pourrait très rapidement s'embraser et les responsables devraient rendre des comptes.

A force de bafouer la démocratie, la porte à toutes les aventures est ouverte.

Pour la CGT, nous serons du côté du progrès social et de la grève même générale pour que la réponse aux revendications sociales des travailleurs aboutisse, contre toute forme de réaction raciste ou xénophobe.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'ordre du jour de ce CSAL:

Dans le contexte d'une profonde transformation de nos missions et d'évolution des attentes des contribuables, il est essentiel que les agents de la DGFIP disposent des moyens nécessaires pour assurer un service public de qualité dans toute la France comme en Isère.

A l'ouverture de cette nouvelle campagne d'impôt sur le revenu, nous souhaitons exprimer nos préoccupations quant aux conditions d'accueil et de traitement des demandes aux contribuables de notre Direction Départementale.

Ce n'est pas par la diminution continue des effectifs, la fermeture de nombreux services de proximité et la dématérialisation accélérée des procédures que nous pourrions efficacement mener l'ensemble de nos missions.

Ces changements, présentés comme des modernisations par notre Direction, entraînent une surcharge de travail pour les agents et un risque accru de rupture avec certains publics, notamment les plus vulnérables.

Les contribuables, notamment les plus fragiles, peinent à obtenir l'assistance nécessaire face à des démarches de plus en plus dématérialisées.

Sur la sécurité, nous réitérons notre demande d'avoir sur chaque site un vigile pour les services accueillant du public au moment de la campagne d'impôt sur le revenu et ensuite, au moment où les APRDV physiques commenceront à partir du mois de juillet.

Nous vous demandons également de **mettre en place des mesures de protection**, telles que des **cloisons en plexiglass**, pour sécuriser les agents d'accueil face aux risques de menaces et garantir leur intégrité physique comme morale dans l'exercice de leurs fonctions.

Enfin, nous souhaitons un bilan suite à la réduction de la durée des créneaux de RDV physiques et téléphoniques.